



PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF CUBA TO THE UNITED NATIONS

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE M. FELIPE PEREZ ROQUE, MINISTRE DES
RELATIONS EXTERIEURES DE LA REPUBLIQUE DE CUBA LORS DE LA 59**

Troisième vérité : Aucune réforme valide, réelle et utile des Nations Unies n'est possible pour le moment.

Il faudrait pour cela que la superpuissance, qui a hérité l'immense prérogative de tirer

prévenir ou guérir, leurs parents se demandant à juste titre à quoi servent nos réunions...

Nous avons dit que nous prêterions attention aux besoins spéciaux de l'Afrique. Or, on a fait bien peu. Les peuples africains n'ont pas besoin de conseils ni de modèles étrangers : ils ont besoin de ressources financières, d'accès aux marchés et aux techniques. Aider l'Afrique n'est pas faire la charité. C'est faire justice, c'est payer la dette historique que constituent des siècles d'exploitation et de mise à sac.

Nous nous étions engagés à freiner et à commencer d'inverser d'ici 2015 les tendances de l'épidémie du sida. Or, celle-ci a causé presque trois millions de décès en 2003. À ce rythme, elle aura tué 36 millions de personnes d'ici 2015.

Sixième vérité : Les pays créanciers et les organismes financiers internationaux ne chercheront pas de solutions justes et durables à la dette extérieure. Us nous préfèrent débiteurs, autrement dit vulnérables. Aussi, bien que nous ayons déjà déboursé 4,1 billions de dollars au titre du service de la dette ces treize dernières années, notre dette est-elle passée de 1,4 billion de dollars à 2,6 billions. Bref, nous avons payé le triple de ce que nous devons et notre dette est pourtant le double.

Septième vérité : C'est nous, les pays sous-développés, qui finançons le gaspillage et l'opulence des pays développés. Alors qu'ils nous ont donné en 2003,

L'annulation de leur dette extérieure permettrait aux pays sous-développés de disposer d'au moins 436 milliards de dollars par an qu'ils pourraient dès lors consacrer à leur développement, et non au service de la dette.

Si les pays développés tenaient leur engagement de consacrer 0,7 p. 100 de leur Produit national brut à l'Aide publique au développement, leur contribution à ce titre passerait de 68,4 milliards de dollars à 160 milliards par an.

Je tiens enfin, Excellences, à exprimer clairement la conviction profonde de Cuba : les 6,4 milliards d'habitants de la planète qui, selon la Charte des Nations Unies, sont égaux en droit, ont besoin impérativement d'un nouvel ordre au sein duquel ils ne seront pas tenus en haleine, comme aujourd'hui, par les résultats des élections dans la nouvelle Rome, des élections auxquelles ne participeront que la moitié des électeurs et qui auront englouti environ 1,2 milliard de dollars.

Qu'on ne voie pas là du découragement de notre part, tant s'en faut. Nous sommes optimistes parce que révolutionnaires. Nous avons foi dans la lutte des peuples, et nous sommes sûrs de conquérir un nouvel ordre mondial fondé sur le respect du droit de tous, un ordre basé sur la solidarité, la justice et la paix, issu du meilleur de la culture universelle et non de la médiocrité et de la force brutale.

De Cuba, que ni les blocus ni les menaces ni les ouragans ni les sécheresses ni aucune force humaine ou naturelle ne peuvent écarter de sa route, je ne dirai rien.

Cette Assemblée générale discutera et votera le 28 octobre prochain, pour la treizième fois, une résolution relative au blocus appliqué au peuple cubain. Une nouvelle fois, la morale et les principes vaincront l'arrogance et la force.

Je conclus en rappelant ce que le président Fidel Castro avait affirmé ici même voilà vingt-cinq ans :

Le bruit des armes, du langage menaçant, de l'arrogance dans l'arène internationale doit cesser. C'en est assez de croire que les problèmes du monde peuvent se régler à coups d'armes nucléaires ! Les bombes pourront tuer les affamés, les malades, les illettrés, mais elles ne pourront tuer la faim, les maladies, l'ignorance. Elles ne peuvent pas non plus tuer la juste rébellion des peuples...

Je vous remercie.